

Education :

Rien ne va ! Seule la pédagogie des profs serait bonne. Sujet tabou, on n'y touche pas !.....
C'est pourtant là qu'est la solution pour ramener les élèves au calme et au travail productif.

Sous les feux de l'actualité, nous entendons de plus en plus fréquemment tant d'événements, aussitôt suivis de commentaires par les médias auxquels s'ajoutent les "pseudos" remèdes gouvernementaux !

Incivilités croissantes à l'école et au lycée, plus d'absentéisme en collège, jusqu'à de graves et déplorables agressions, voire suicides !... – en particulier, mais pas seulement - dans les zones urbaines défavorisées.

Pendant ce temps, l'état persiste à appliquer son postulat de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux en supprimant massivement des postes de profs et de surveillants « aides-éducateurs ». Au lieu d'améliorer les IUFM, il a été décidé de former les futurs enseignants en université, en affaiblissant la qualité de leur formation pratique – au regard du public à former- notamment en diminuant drastiquement les périodes de formation en situation, sur le terrain et dans les classes !

Ces décisions vont à l'encontre des souhaits des enseignants, de leurs syndicats, de bon nombre d'élus, d'intellectuels de l'éducation, de politiques, etc. Leur demande unanime est plus d'encadrement et de moyens humains pour mieux former et surtout circonscrire tous ces maux de trop de jeunes en échec !

S'il est important et indispensable que l'EN dispose des moyens nécessaires et de leur maintien, *ils devraient s'accompagner d'une remise en cause objective et systématique de l'organisation générale du système éducatif ainsi que des méthodes d'enseignement surannées, qui n'évoluent guère, voire inefficaces pour de plus en plus de jeunes !.....*

Prenant appui sur ma longue expérience au sein de l'EN, je suis persuadé que les moyens réclamés ne suffiront pas pour assurer la paix scolaire ni la réussite des plus défavorisés sans d'importantes remises en cause. La politique actuelle de l'autruche, que pratiquent trop d'intervenants du système à tous les niveauxEnseignants, syndicats, corps d'inspections, ministres, etc.....conduit d'années en années l'éducation dans le mur ! Les états généraux du ministre CHATEL (avril 2010) sur l'école et ses remèdes sur l'insécurité ne seront au mieux qu'un piètre pis-aller

Les enseignants et leurs hiérarchies semblent faire le dos rond en ne parlant que de moyens sans oser ni vouloir parler du vrai problème qui mine le fonctionnement du système, qui se contente de se reproduire dans son fonctionnement et ses méthodes pédagogiques inadaptées et dépassées depuis des décennies.....à quelques exceptions près !

De par sa formation, la culture dominante et l'organisation du système, chaque enseignant est seul et isolé dans sa classe et sa discipline. Les élèves peu ou pas intéressés pour apprendre se rendent vite compte de cet isolement. Ce qui rend leurs réactions d'agressivité et leur rejet de l'école plus faciles....

Chaque enseignant confronté à des difficultés se replie sur lui-même et évite d'en faire part aux autres.

C'est le cercle infernal qui prévaut et au pire une spirale ou l'incompréhension et confrontations s'installent entre de plus en plus d'enseignants et certains enseignés en souffrance !.....

Il faut absolument prévoir dans les programmes et cursus de formation à tous les niveaux une part significative d'enseignements interdisciplinaires. Du type de ce qui avait été institué par ALLEGRE en 1^{ère} et Tle, les TPE (Travaux Personnels Encadrés). C'est la condition pour intéresser tous les élèves et aussi les responsabiliser !

Face à de telles situations, les modes d'enseignements traditionnels, voire "ancestraux" devraient évoluer sans plus tarder. Ce qui n'est pas ou trop peu fait, voire refusé par une bonne partie du corps enseignant et notoirement par leurs organisations syndicales. Lesquelles se retranchent derrière les corps **d'Inspection Générale**, qui sont hyper-conservateurs dans leurs champs disciplinaires ! C'est cette hiérarchie pédagogique (à laquelle ont appartenus les ministres Lang, Ferry, Darcos), qui sert de « référent » aux politiques, députés, ministres et hauts fonctionnaires de l'E.N. Résultat, rien ne change – le système se reproduit indéfiniment sur lui-même, en éludant l'aspect organisationnel – Seul le débat porte sur les moyens, les options, les programmes, diplômes, le classement des lycées (!)sans réelle évaluation de l'existant, quant à la bonne utilisation et **l'optimisation des "importants " moyens consentis par la nation pour son école !!**

Il y aurait beaucoup à dire sur les 150 000 jeunes sortant chaque année de notre école sans aucune qualification. On constate, on déplore, mais jamais ou presque on en recherche les causes objectives !

Dans le second degré (collèges et lycées), la pédagogie et l'évaluation professionnelle des enseignants sont assurées par les corps d'inspections disciplinaires (IGEN et "leurs" IPR). Ce qui à y regarder de plus près est bien trop restrictif, voire même peu productif, au regard de l'objectif officiel affiché de réussite souhaitée pour le plus grand nombre d'élèves !

En effet, l'organisation et les pratiques qui prévalent depuis des décennies font que les enseignements dispensés sont **trop cloisonnés**, sans relations interdisciplinaires, trop ambitieux et dogmatiques, sans thèmes ou projets fédérateurs, susceptibles de donner du **sens** et de la **cohérence** aux matières enseignées ! Chaque discipline, sous l'autorité de ses I.G. servilement assistés par les IPR – et pour cause, hiérarchie et promotions attendues obligent - constitue une citadelle indépendante des autres, intouchable et jamais remise en cause par aucun régime ! Et ce, même si les élèves en difficultés en « crèvent » sous leurs yeux.....

Conséquence, un volant assez important d'élèves (les moins favorisés socialement) ne parvient pas à s'adapter au système, à s'intéresser, à se motiver ni à suivre et ils en viennent à "décrocher", au point d'être en échec grave, voire à s'adonner aux incivilités et à être finalement "**éjectés**" du système sans rien n'avoir obtenu ! Enseignants et leur hiérarchie, presque séculaire, ne s'émeuvent que très peu de ce regrettable constat de "**non qualité**" !..... Quel gâchis, quelle responsabilité larvée. Personne n'en parle !!

Faudra-t-il enregistrer une importante augmentation des agressivités de la part des élèves en perte pour qu'enfin la pédagogie soit sérieusement reconsidérée, pour donner du sens aux enseignements dispensés et accrocher ainsi l'intérêt des plus faibles élèves ?

Nos enseignants eux, culturellement préparés à ces pratiques de travail individuel, évalués et notés par les IG et/ou les IPR, se conforment servilement (j'allais même dire trop souvent se complaisent) à ces procédés institutionnellement improductifs pour les élèves les plus fragiles.....**Or, leur salut ne peut passer que par un travail en équipes, qui seul pourra s'opposer aux actions d'opposition de certains élèves non motivés ou en perte !**

« Voici quelques propositions qui pourraient être entendues en cette période de réflexion sur l'enseignement secondaire en particulier »

Pour faire évoluer l'ensemble, il faudrait redéfinir les objectifs, missions et méthodes de travail des corps d'inspections et par là, les modes d'animation et d'évaluation des "**équipes**" d'enseignants, en trois points :

-1- L'animation pédagogique devant privilégier le travail d'équipe interdisciplinaire, avec une approche beaucoup plus globale des acquisitions cognitives et de la progression de chaque élève.

Pour l'anecdote..... En 15 années en qualité de chef d'établissement, jamais un IPR ou IG n'ont proposé de réunir l'équipe pédagogique au complet d'une division, quelle soit de 2de, 1^{ère} ou de Tle, pour en apprécier la bonne progression d'ensemble !! C'est hélas la "défense", voire la promotion et toujours l'hégémonie disciplinaire qui a prévalu...(défense des horaires / coef. Au bac / options aux concours/ etc.....)

-2- Les jeunes enseignants devant être formés en IUFM (ou en milieu universitaire ?), aux techniques de projets et de thèmes, supports pédagogiques **reliant** les matières entre-elles et sur les techniques de conduite de classes hétérogènes (qui hélas sont devenues la règle). Me reviennent à l'esprit des expériences menées du temps des 4èmes et 3èmes « Technologiques », où les équipes pédagogiques assoyaient une bonne partie des enseignements sur quelques thèmes transversaux, tels que **l'eau, les énergies, la nature** et autres Chaque matière y trouvait son compte pour faire le programme prévu et la quasi -totalité des élèves s'accrochaient car l'intérêt ressenti par eux était fort et réel ! Là, le travail en équipe était intense et essentiel et les élèves percevaient un sens et une finalité à tous les cours suivis, et ce quel que soit le niveau...Même avec un public défavorisé, on n'enregistrait pas d'incivilités ! Mais il est vrai que les « officiels », inspections pédagogiques disciplinaires suivaient ça de très loin !

-3- Les enseignants ne devraient plus être évalués ni notés sur une seule prestation pédagogique ponctuelle (1 à 2h d'inspection tous les cinq ans en moyenne actuellement !!...), mais de façon collégiale, par un entretien après un ou plusieurs cours, réunissant l'intéressé, l'équipe, l'IG ou l'IPR et le chef d'établissement (n'en déplaise aux syndicats!), de façon à ce que soient prises en compte dans l'évaluation professionnelle, sa pédagogie, mais aussi son rayonnement, son implication à la vie et au **"Projet d'établissement"**, la qualité de ses relations avec les élèves, ses collègues, les parents, les partenaires, l'administration locale, etc.....

De telles actions et d'autres à définir et affiner contribueraient à accroître la réussite d'un plus grand nombre de jeunes. Mieux pris en charge et intéressés dans le cadre de leur formation initiale au collège et/ou au lycée, sans avoir recours au soutien systématique et/ou aux cours particuliers*, qui ne constituent qu'un pis aller, sans garantie de succès! Mais hélas les gouvernements successifs et les ministres DARCOS, CHATEL - (SARKOSY) préfèrent supprimer des postes, ce qui a pour effet d'augmenter le taux d'encadrement, en instaurant des cours de soutien durant les vacances, pour tenter d'atténuer les conséquences de leurs coupes sombres!! A ce propos, il serait judicieux de maintenir les effectifs par classes à 30/35 dans les quartiers huppés et de les abaisser à 15 par division dans les ZEP.

Quels responsables, quels gouvernants auront la lucidité et le courage d'une **"mise à plat du système"** et des remises en cause qui s'imposent? Si on ne s'y attaque pas, il est à parier que les mêmes causes continueront à produire les mêmes effets de rejet pour ces 150 000 jeunes en échec chaque année scolaire. et qu'on ne parviendra pas à réduire – si non supprimer - incivilités et agressions. Au-delà des revendications catégorielles – souvent justifiées - une remise en question de la part du corps enseignant à tous les niveaux s'impose. Si non, il faut s'attendre à des évolutions négatives pour eux-mêmes, pour nos jeunes et pour la société. A terme c'est la privatisation générale qui nous guette, ou le chèque éducation, où les chefs d'établissements recruteront leurs profs et géreront dans un marché de l'éducation ouvert mais anarchique!!

Il ne suffit pas d'en parler, voire de s'en gausser à l'assemblée où sur les plateaux de TV, il faut sortir de la rhétorique et des discours conceptuels stériles sans suites. Il devient urgent d'agir concrètement et de mettre fin au conservatisme, aux habitudes et surtout aux corporatismes exacerbés.....

André BATIGNES
Provisseur honoraire
(enseignant 23 ans, puis proviseur 15 années)

IGEN : Inspecteur Général de l'E.N. par discipline

IPR : Inspecteur Pédagogique Régional placé sous l'autorité de son IGEN

* Les familles initiées de milieu social plutôt aisé, ont de plus en plus la faculté de faire suivre des cours particuliers en officines à leur progéniture, avec en gage à ce jour une réduction fiscale de 50%!

Voilà que depuis l'été 2008, le ministre DARCOS – en partie, peut-être pour faire passer ses mesures drastiques de suppressions de postes – a institué un volant d'heures de soutien avant la rentrée des classes, puis durant les petites vacances, pour les élèves en difficultés scolaires et volontaires.....

Il n'échappera à personne que les avantages fiscaux pour les uns et les rétributions des enseignants volontaires pour les autres, ont un coût non négligeable pour la nation, sans garantie d'amélioration du niveau d'éducation pour l'ensemble!!

Sur le fond, on a institué un « business » qui essaye de remédier aux lacunes et aux échecs du système scolaire, à ses dysfonctionnements endémiques, plutôt que de s'attaquer aux causes profondes des difficultés rencontrées par les élèves faibles ou en situation d'échec durant leur scolarité!!